



L'ABANDON DE LA HAUSSE HAUSSE DES FRAIS D'INSCRIPTION POUR LES DOCTORANT.E.S ÉTRANGER.E.S EXTRACOMMUNAUTAIRES N'EST QU'UN PREMIER PAS,  
**LE MERCREDI 6 MARS, LE LUNDI 11 MARS ET LE MARDI 12 MARS,**  
 AMPLIFIONS LA MOBILISATION POUR OBTENIR LE RETRAIT DU PROJET EN LICENCE ET EN MASTER !

Conformément à l'appel du 18 janvier, les organisations signataires appellent à :

- **SIGNER LA PETITION** qui dépasse déjà les 310000 signataires :  
<https://www.change.org/p/non-à-l-augmentation-des-frais-d-inscription-pour-les-étudiant-e-s-étranger-e-s> ;
- **SE MOBILISER LE MERCREDI 6 MARS** (assemblées générales, rassemblements, HIS) pour obtenir l'engagement de la non application de ce projet par leur établissement et pour porter cette revendication auprès des rectorats ;
- **UN RASSEMBLEMENT LE 11 MARS, A 12H00, DEVANT LE MINISTRE** de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI), pour une marche funèbre et néanmoins festive à l'occasion du débat sur ce sujet au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) ;
- **UNE JOURNÉE NATIONALE DE MANIFESTATION LE 12 MARS A 14H, A PARIS ENTRE LA PLACE DE LA SORBONNE ET LE MINISTRE** de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI), pour remettre à la ministre la pétition et exiger l'abandon de la hausse des frais.

Le 27 février 2019

## APPEL DU 18 JANVIER

Le Premier ministre a annoncé, le 19 novembre 2018, une hausse des frais d'inscription pour les étudiant.e.s étranger.e.s extra-communautaires. Ces frais s'élevaient dès la rentrée 2019 à 2770 € en licence et à 3770 € en master et en doctorat.

Cette augmentation mettrait en difficulté financière les étudiant.e.s étranger.e.s parmi les plus précaires et risquerait de faire renoncer nombre d'entre eux/elles à leur projet d'études en France. Les conséquences, pour nos formations et nos laboratoires de recherche, seraient désastreuses. C'est une attaque contre les valeurs humanistes et universalistes de l'université française. C'est une attaque contre la recherche publique, qui accueille un tiers de doctorants d'origine extra-communautaire. Pourtant leur accueil contribue à la production scientifique de nos laboratoires et enrichit nos échanges internationaux.

En outre, les organisations signataires craignent que cette mesure conduise à une hausse généralisée des frais pour l'ensemble des étudiant.e.s en France. Elles défendent un modèle d'université gratuite, ouverte à toutes et à tous sans différenciation de nationalité ou d'origine géographique.

Les organisations syndicales signataires appellent à soutenir et à s'inscrire dans toutes les initiatives de mobilisations syndicales nationales et locales (assemblées générales, motions, délégations, colloques, rassemblements, manifestations, ...) à partir de ce jour et ce jusqu'au retrait de ce projet.

Signataires : UNSA A&I, CGT-FERCsup, CGT-INRA, CJC, FAGE, FCPE, FO-ESR, SGEN-CFDT, SGEN-CFDT recherche EPST, SNASUB-FSU, SNCS-FSU, SNEP-FSU, SNESUP-FSU, SNPTES, SNTRS-CGT, Solidaire-Étudiants, SUD Education, SUD recherche EPST, UNEF, UNSA ITRF.Bi.O